

USA : fronde des élus contre le rôle des groupes US dans la censure chinoise

Les quatre principaux intéressés par le sujet d'un débat, organisé par le groupe des droits de l'homme de la Chambre des représentants américaine, les deux géants des moteurs de recherche Google et Yahoo! mais aussi Microsoft, et Cisco Systems ont brillé par leur absence

Rappelons que Google a participé à la censure des sites interdits par les autorités de Pékin sur la version chinoise de son moteur de recherche, Microsoft a reconnu avoir censuré le blog d'un spécialiste chinois des médias critiquant le gouvernement de Pékin. De son côté, le portail Yahoo! a livré à la police chinoise le courrier électronique d'un journaliste critique qui a ensuite été condamné à dix ans de prison. Enfin, selon les organisations de défense des droits de l'homme la technologie de Cisco, aurait contribué à traquer des cyber-dissidents chinois. Le démocrate Tom Lantos, vice-président du Congressional Human Rights Caucus a fermement critiqué le comportement de ces mastodontes de l'économie américaine, il a ainsi déclaré à *Reuters* : « Ces sociétés ont capitulé devant les exigences de Pékin pour faire des profits. Avec leur pouvoir et leur influence, leur richesse et leur notoriété, elles ne se sont pas engagées dans le type d'action positive que les défenseurs des droits de l'homme font chaque jour en Chine ». En réaction à cette réunion, *Reuters* nous rapporte que Microsoft et Yahoo! ont demandé que « le gouvernement des États-Unis joue un rôle de leader » dans ce dossier brûlant, en estimant « très limitée » leur propre « capacité d'influence sur les politiques gouvernementales dans plusieurs pays ». Les quatre sociétés sont convoquées le 15 février devant une sous-commission chargée des droits de l'homme. « Changez d'attitude ! », a lancé le républicain Christopher Smith, à l'adresse des sociétés de l'internet, précisant qu'une loi était en préparation. Carolyn Bartholomew, présidente de la commission économique et de sécurité sino-américaine, a estimé qu'il y avait « de bonnes raisons de craindre que la Chine change l'internet, plutôt que l'internet ne change la Chine ». Reporters sans frontières, Amnesty International et Human Rights Watch ont souhaité que les parlementaires incitent les sociétés de l'internet à mettre en place, ensemble, un code de conduite. Elles ont également appelé à l'élaboration d'une loi pour renforcer le respect de la liberté d'expression notamment sur le web.